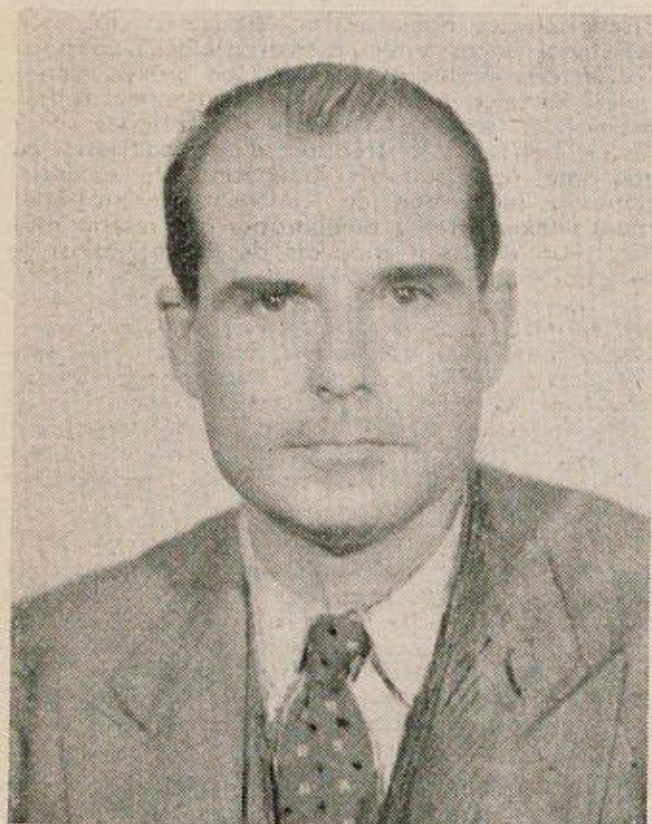


# Elections Législatives de Mars 1967

## 2<sup>e</sup> Circonscription de la Haute-Vienne



### Philippe DECOURT

Docteur en médecine,  
Ancien Chef de Clinique  
à la Faculté de Médecine de Paris  
**Chercheur scientifique**

**Socialiste indépendant**



Remplaçant éventuel :

### Madeleine COUPPEY

Ancienne ouvrière,  
puis employée à la S.N.C.F.  
Secrétaire

**Ecrivain**

Collaboratrice du D<sup>r</sup> Decourt

## Electrices, Electeurs,

Jamais l'avenir du Limousin n'a été aussi sombre, spécialement dans ce 2<sup>e</sup> secteur où le marasme économique se traduit par une nouvelle diminution de ses électeurs inscrits : 2.000 de moins qu'en 1962. Le choix qui va être fait de sa représentation à l'Assemblée Nationale est capital : qui pourra le mieux défendre ses campagnes, ses bourgs et ses villes ? De ce choix dépend leur sort prochain. Pour le faire, les électeurs doivent avant tout bien connaître les candidats, ce qu'ils ont déjà fait. C'est l'exemple de leur activité passée qui témoigne le mieux de leur valeur.

Né en 1902, le D<sup>r</sup> Philippe DECOURT n'exerce pas, car il a consacré toute sa vie à la recherche scientifique.

« Externe des hôpitaux de Paris » en 1922, termine sa dernière année de médecine à l'âge de 23 ans. En 1926, il passe le difficile concours de l'« Internat des Hôpitaux de Paris » (« Prix d'anatomie » pour la meilleure note du concours).

A partir de ce moment se consacre surtout aux recherches sur les maladies des pays pauvres, « sous-développés ».

En 1928, participe **bénévolement** à la lutte contre une violente épidémie de typhus exanthématique (plusieurs dizaines de milliers de morts) déclenchée après une grande famine dans les régions les plus pauvres du Sud-Marocain alors qu'il n'existe encore ni vaccin préventif, ni traitement : est l'un des seuls trois médecins et infirmiers (sur neuf) qui restent indemnes. Reçoit à 26 ans la « Médaille de vermeil des épidémies » (la plus haute récompense qu'il pouvait recevoir) ; **depuis, a toujours refusé toute décoration**. Puis il accepte (toujours bénévolement) une « mission d'étude » au milieu d'une violente épidémie de paludisme (10.000 morts).

Il soigne aussi des lépreux et c'est à eux qu'il consacre sa thèse de doctorat en médecine.

Il a déjà fait une trentaine de travaux et publications scientifiques quand il est nommé « **Chef de Clinique à la Faculté de Médecine de Paris** » en 1932.

Crée ensuite le premier service de recherche scientifique médical français dans l'industrie privée (groupe Rhône-Poulenc). Travaillant avec l'Institut Pasteur et les Services de Santé de nombreux pays d'Afrique et d'Asie, crée la « **méthode de Decourt** » qui permet la lutte « collective » contre le paludisme, en réalisant les plus vastes expériences faites jusqu'alors dans le monde sur le sujet.

Ses très nombreux travaux et découvertes portèrent aussi bien sur des problèmes de science purement théorique que sur des thérapeutiques qui eurent une portée mondiale : ce n'est pas sans raison qu'au cours d'un récent débat à la radio avec le Ministre Alain Peyrefitte, sur la recherche scientifique, le principal exemple cité et discuté d'une grande découverte française fut une découverte due à ses recherches.

## Pendant la guerre

Envoyé par le « Grand Quartier Général » médical à l'Armée du Levant pour l'application de sa méthode de lutte antipaludique. En juin 1940 fait partie du groupe des médecins demandant à rejoindre les troupes britanniques en Palestine pour continuer la lutte contre les armées nazies. Rentré en France (à la demande des Anglais), en 1941 part pour la Tunisie afin d'y étudier de nouveaux produits chimiques secrets allemands qui pourraient avoir une grande importance pour les armées alliées. Revenu à Paris pour faire venir en Afrique du Nord un de ses collaborateurs « juif », celui-ci est arrêté par la Gestapo. Pour le faire échapper, DECOURT se fait enfermer dans le groupe destiné aux camps de concentration : tentative périlleuse qui, heureusement, réussit.

C'est ainsi qu'il peut faire transmettre aux Armées alliées à Alger en mai 1943 les résultats de ses recherches avec des échantillons de produits « secrets » allemands (épisode historique célèbre).

DECOURT crée alors à Paris une maison d'édition qui dissimule de multiples activités clandestines. Après la Libération c'est à lui que le socialiste Jean Texcier fait l'honneur de donner à éditer les premiers écrits clandestins de la Résistance (« **Ecrit dans la nuit** »).

Après avoir repris une activité exclusivement scientifique, Decourt fait notamment un long voyage en Amérique latine où il est invité à donner des conférences dans de nombreuses universités.

A ses études chez l'homme s'ajoutent ses multiples recherches sur la pathologie et la physiologie animales, la protection des élevages par de nouvelles méthodes thérapeutiques, etc...



# PROGRAMME

Le Docteur DECOURT habite depuis 17 ans dans le Limousin (à Coussac-Bonneval).

Ayant étudié les problèmes politiques, économiques et sociaux en même temps que les procédés de culture, d'élevage, etc... dans de nombreux pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, DECOURT a comparé les résultats et tiré des conclusions qui forment la base des projets de réformes dont il demande maintenant l'application en France, et particulièrement dans le Limousin, pour lutter contre la dégradation progressive de la situation économique et sociale des campagnes. Cette dégradation de l'activité paysanne, contre laquelle personne n'a tenté jusqu'à maintenant de réagir efficacement, entraîne le marasme du commerce, de l'artisanat, de l'industrie et de toutes les autres activités dans les bourgs et les petites villes sacrifiées, comme les campagnes, aux objectifs des « technocrates » défenseurs des grands monopoles.

**EXEMPLE TRAGIQUE :** L'industrie célèbre de la ganterie et de la mégisserie qui fait vivre une grande partie de la région de Saint-Junien vient d'être condamnée par la décision de « libérer l'importation » des gants de peau en provenance de la Tchécoslovaquie et de la Chine qui les vendent à des prix impossibles à obtenir en France. Où les travailleurs pourront-ils aller quand les usines seront fermées ? Dans les grandes villes ? Mais on y manque de logements et le chômage s'y accroît déjà rapidement.

**Pour sauver le Limousin, il faut changer complètement de politique.**

Dans ce but, le D<sup>r</sup> DECOURT a établi un programme COMPLET et PRECIS, à la fois sur le plan **départemental** et **régional** et sur le plan **national**.

Quelques points seulement de cette longue étude peuvent être indiqués ici. Un petit nombre de mesures isolées ne peuvent suffire pour fixer sur des bases saines une prospérité nouvelle du Limousin. C'est tout une politique d'ensemble, coordonnée et cohérente, qui doit être établie.

Ainsi, quelques maigres subventions mal réparties (comme celle proposée pour l'élevage) ne peuvent rien résoudre : on ne peut faire vivre un pays sur le budget de l'Etat. Les exploitations agricoles doivent **vivre normalement**, sans subventions (hors certains cas momentanés), par la revalorisation des produits (au minimum au taux moyen de la « fourchette » des prix européens) ; par contre, il faut augmenter l'importance des crédits accordés aux paysans pour moderniser leurs exploitations, faciliter les moyens de les obtenir **et ne pas les faire dépendre d'une surface minimum d'exploitation arbitrairement fixée** (ce qui est injuste et techniquement faux). Les directives techniques données aux agriculteurs et éleveurs sont trop souvent mauvaises ou insuffisantes. L'exemple de ce qui se fait dans des pays comme la Hollande ou le Danemark devrait être mieux connu.

On doit éviter des importations intempestives (qui provoquent l'effondrement des cours) ; faciliter l'installation des jeunes, leur fournir un bon enseignement technique ; revenir à la ristourne de 15 % sur le matériel agricole ; favoriser la création de coopératives ; améliorer les circuits de vente ; faciliter et diminuer le travail des femmes, surtout dans les tâches de l'agriculture ; organiser le travail d'équipe ou « de groupe », spécialement pour l'élevage ; accorder une retraite décente aux cultivateurs à partir de 60 ans.

On ne peut qu'énumérer parmi bien d'autres : protection des industries du cuir (cesser, là aussi, les importations inrempestives décidées pour favoriser des ventes à l'étranger de grands monopoles, sans se préoccuper des conséquences humaines et sociales, souvent dramatiques, pour les « petits ») ; création d'une politique du tourisme (qui pourrait jouer un rôle essentiel dans la rénovation du Limousin, et pratiquement inexistante) ; amélioration du réseau routier, l'un des plus mauvais de France (ainsi le flot croissant des touristes de Paris vers l'Espagne passe par Lyon et Nîmes pour éviter la mauvaise route du Limousin) ; création de bibliothèques municipales et itinérantes (à l'exemple d'autres régions) pour les loisirs, l'éducation et favoriser la diffusion de l'enseignement ; de « maisons du peuple » communales ; de l'équipement sportif (en particulier grâce à des associations communales) ; multiplier et diversifier les écoles techniques, etc...

Création d'un « **Ministère des Sciences et Techniques** » sérieux, en rapport avec leur importance capitale et croissante pour la nation (trois « Ministres de la Recherche Scientifique » successifs, tous incompetents ; budget réel minime, le budget officiel y dissimulant une partie des dépenses « atomiques » pour l'Armée).

En outre, DECOURT a établi un **PROGRAMME MINIMUM COMMUN « pour tous les hommes et partis démocrates et patriotes sincères, sans exclusive »**.

Il comporte notamment des **réformes constitutionnelles** ; le **rejet de « l'amendement Vallon »** (d'origine technocrate-synarchiste, ayant pour but d'asservir les salariés et d'empêcher l'accroissement de leurs salaires, dangereux pour les petites et moyennes entreprises, au profit exclusif des grands monopoles) ; **l'adoption d'un amendement nouveau** ayant au contraire pour but la défense des salariés et des petites et moyennes entreprises contre les abus dans l'administration des grands monopoles par les technocrates

## Madeleine COUPPEY

Fille d'un ouvrier menuisier des chemins de fer (dans une famille nombreuse très pauvre à une époque où les avantages sociaux n'existaient pas), perd sa mère à 8 ans. Certificat d'études primaires. A 14 ans, est obligée de gagner sa vie dans des situations ouvrières souvent pénibles (laveuse d'autos à la chaîne). Privée de tout soutien familial à 17 ans, obtient d'être employée à la S.N.C.F. En 1940 fuit (à pied) l'invasion allemande et arrive en Limousin où, presque sans ressources, écrit un roman et quelques contes. Revenue à Paris, travaille comme secrétaire chez un imprimeur et dans la Résistance (avec Roger Vaillant). Après la Libération obtient un grand succès littéraire avec son roman (édité ensuite en anglais à Londres, puis à New-York) et un recueil de poésies et chansons (dont elle fait les mélodies sans connaître la musique). Parmi les expositions organisées dans de nombreuses librairies, une est faite en 1946 au siège central du Parti Communiste. Se retire dans le Limousin (Coussac-Bonneval), col-

laboratrice du Docteur Ph. Decourt, continue à écrire sans publier. Treize ans plus tard, **Paris-Inter** lui consacre une grande émission qui se termine par un appel aux auditeurs pour savoir ce qu'elle est devenue, mais, malade pendant de nombreuses années, elle ne peut se rendre à cet appel.

Ayant connu la grande pauvreté et souvent la faim, l'interruption prématurée des études provoquées par des causes sociales, la longue maladie, Madeleine COUPPEY s'intéresse particulièrement au sort de tous ceux qui souffrent, des gens âgés, aux victimes des injustices sociales.

Avec Decourt elle réclame spécialement l'amnistie politique totale, l'abolition des juridictions d'exception et de la peine de mort (au moins en matière politique) ; une Justice égale pour tous et à l'abri des pressions du pouvoir ; le respect en toutes circonstances des « **Conventions**

**Collectives Nationales du Travail** » (refusé au salarié par la Cour d'Appel de Paris et la Cour de Cassation quand des membres du « Conseil constitutionnel » étaient en cause) ; l'interdiction du droit de dissimuler la vérité devant les tribunaux pour les questions touchant la médecine et la pharmacie ;

— le droit pratique et réel pour tous à l'éducation, à l'enseignement des arts ; le droit à la retraite normale à partir de 60 ans pour tous les travailleurs (55 ans pour les femmes, spécialement dans l'agriculture) ;

— arrêt des dépenses de prestige inutiles et des armements atomiques ; simplification des impôts ; suppression des impôts sur le revenu (**payés en sus** des impôts indirects, les plus lourds pour les classes laborieuses) pour les revenus inférieurs à 500 F par mois (donc abattement minimum à la base de 6.000 F par an).

*Vu, les Candidats :*